

# Les défaillances d'entreprises

## structurellement nombreuses en Lorraine

Après quatre années consécutives de baisse, l'année 2001 a été marquée par une progression des défaillances d'entreprises dans la région. La Lorraine compte un taux de défaillance très élevé, du fait notamment d'un droit local particulier en Moselle. Au niveau national, la région se place au dernier rang, à égalité avec le Nord-Pas-de-Calais. Les entreprises les plus fragiles sont les plus récemment créées et les plus petites. Mais l'impact le plus fort sur l'emploi est l'apanage des plus grosses. Au total, les défaillances ont concerné près de 28 700 emplois sur 5 ans.

Entre 1994 et 2001, le nombre des défaillances d'entreprises en Lorraine a fortement chuté (-24%), malgré une augmentation observée cette dernière année (1 138 défaillances en 2001 contre 1 107 en 2000). En France, sur la même période, le recul est plus régulier et plus accentué (-28,5%).

### ■ Hausse des défaillances en 2001

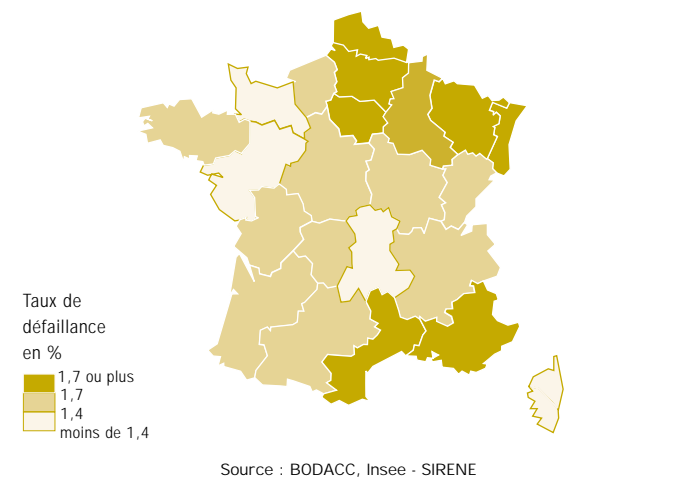
La reprise des défaillances en 2001 dans la région (+2,8% en Lorraine contre -1,4% en France), tout comme le pic observé antérieurement en 1996, peut s'expliquer par la forte augmentation des créations d'entreprises les années précédentes. On sait en effet que les entreprises créées récemment sont les plus menacées. En conséquence, toute progression du nombre de créations se traduit mécaniquement par une élévation du nombre des dépôts de bilan les années suivantes. Toutefois, d'autres facteurs, comme la conjoncture, la législation ou le comportement du système bancaire, interviennent également dans l'évolution du nombre des défaillances. Le taux de défaillance, qui exprime la propension d'une entreprise à être affectée par un dépôt de bilan, place la Lorraine en dernière position avec le Nord-Pas-de-Calais en 2001. Ce taux s'établit en effet à 2,1%, pour une moyenne nationale de 1,6%. Cette mauvaise position de la région n'est pas conjoncturelle : sur la période 1994-2001, le taux régional est en moyenne supérieur de 0,4 point au taux national.

### ■ Une procédure largement utilisée en Moselle

La situation est très contrastée selon les départements. C'est le département de la Moselle qui, avec un taux moyen de défaillance de 3% sur la période 1994-2001, explique en bonne partie le niveau du taux de défaillance de la Lorraine. Le taux de la

#### LA LORRAINE PARMIS LES RÉGIONS OÙ LE TAUX DE DÉFAILLANCE EST LE PLUS ÉLEVÉ

Défaillances d'entreprises dans les régions françaises en 2001



#### Baisse des défaillances interrompue en Lorraine en 2001

Année de jugement	Évolution des défaillances	
	Lorraine	France
1994	1 497	48 779
1995	1 507	48 974
1996	1 591	49 721
1997	1 419	48 605
1998	1 320	42 440
1999	1 225	38 750
2000	1 107	35 387
2001	1 138	34 886
Évolution 2001-2000 (%)	+ 2,8	- 1,4
Évolution 2001-1994 (%)	- 24,0	- 28,5

Source : Bodacc, Insee - SIRENE

Meurthe-et-Moselle est légèrement inférieur à la moyenne régionale (2,3%), ceux de la Meuse et des Vosges sont plus faibles (1,9% et 2%) et sont même inférieurs à la moyenne nationale.

Un droit local particulier à l'Alsace et à la Moselle autorise les faillites personnelles. C'est la cause principale du mauvais chiffre mosellan et lorrain. De ce fait, le taux de défaillance des entreprises individuelles (personnes physiques) est élevé. Le taux de défaillance des sociétés est également plus élevé en Moselle qu'en Lorraine et en France mais l'écart est cependant plus faible.

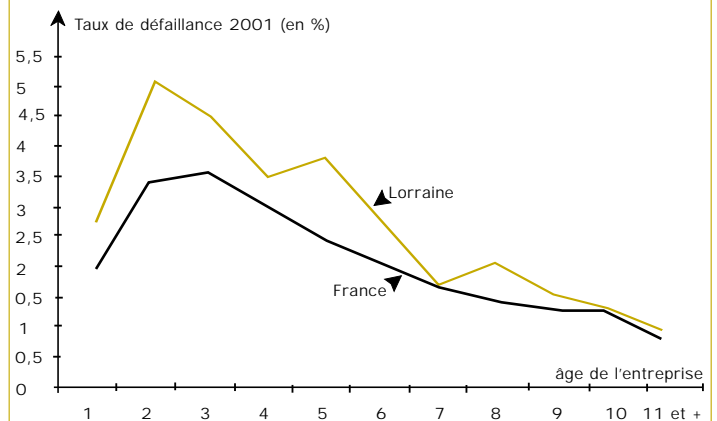
## ■ La construction, un secteur fragile

La hausse du nombre de défaillances en Lorraine en 2001 masque de fortes disparités sectorielles. Ainsi, cinq secteurs enregistrent une hausse du nombre de défaillances. Parmi eux, trois secteurs en concentrent près de 50% : la construction (+2,8%), les services aux particuliers (+2,6%) et surtout les services aux entreprises (+55,7%). Ce dernier secteur connaissait jusqu'à l'année 2000 une forte croissance et relativement peu de défaillances, mais le net ralentissement de son activité, avec le dégonflement de la bulle internet et l'effondrement du marché des télécoms, s'accompagne depuis d'une hausse brutale des dépôts de bilan (129 en 2001 contre 79 en 2000). A l'inverse, en 2001, les défaillances diminuent dans le commerce (-7,2%) et l'industrie (-5,7%), conformément à la tendance nationale.

Les taux de défaillance restent en Lorraine largement supérieurs aux taux moyens nationaux quel que soit le secteur d'activité. L'écart le plus important s'observe dans la construction (3,9% contre 2,8%). Si pour la Moselle, c'est en partie

## PIC DE DÉFAILLANCES 2 À 3 ANS APRÈS LA CRÉATION

Âge de l'entreprise et taux de défaillance en 2001 en Lorraine



Source : Boddacc, Insee - SIRENE

l'effet du droit local, le taux de défaillance en Meurthe-et-Moselle est certes plus faible mais reste bien supérieur à la moyenne nationale. Le secteur industriel et les transports affichent également des taux élevés en Lorraine.

## ■ Les entreprises jeunes sont les plus fragiles

Les entreprises les plus touchées sont les entreprises récemment créées. En 2001, 60% des dépôts de bilan en Lorraine concernent des entreprises de moins de 6 ans d'existence. Cette proportion des jeunes entreprises dans les défaillances est légèrement supérieure à celle observée au niveau national (57,8%). Les jeunes entreprises lorraines sont en effet en moyenne plus fragiles que leurs homologues nationales. Sur la période de démarrage de l'activité des entreprises, à tous les âges, les taux de défaillance sont supérieurs en Lorraine à la moyenne nationale, jusqu'à ce que l'entreprise ait six années d'existence. A partir de sept ans d'activité, les risques de défaillance des entreprises sont identiques en Lorraine et en France.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette vulnérabilité des jeunes entreprises. Il s'agit, entre autres, d'aides et exonérations diverses dont bénéficient certaines entreprises au démarrage et qui ne perdurent pas et l'endettement parfois lourd au départ qu'une insuffisance de trésorerie ne permet pas de combler par la suite. Cependant, c'est surtout le

## Nombreuses défaillances dans la construction

Secteur d'activité	Taux de défaillance moyen (1994-2001) selon le secteur d'activité (en %)					
	Mthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges	Lorraine	France
Industrie	2,3	2,1	2,8	2,4	2,5	2,4
Construction	3,5	2,0	5,4	2,2	3,9	2,8
Commerce	2,1	1,8	2,7	1,7	2,2	2,1
Services	2,0	2,0	2,5	1,8	2,1	1,8
<b>Ensemble</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,1</b>

Source : Bodacc, Insee - SIRENE

## DÉFINITIONS ET SOURCES

**Défaillance d'entreprise ou dépôt de bilan :** une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en état de cessation de paiement, et n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire est prononcée par un Tribunal de Commerce. Lors du dépôt de bilan, ce tribunal peut soit procéder à la liquidation de l'entreprise, soit décider d'une période d'observation. A l'issue de cette période d'observation, le Tribunal de Commerce juge définitivement sur le sort de l'entreprise (liquidation, continuation ou cession).

Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise). Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'environ 20% de l'ensemble des cessations d'entreprises.

**Les statistiques de défaillances :** elles sont obtenues à partir du dépouillement des infor-

mations publiées au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales (BODACC). Elles concernent toutes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de procédure de règlement judiciaire mais ne donnent pas d'informations sur les résultats de cette dernière.

**Le champ des entreprises :** cette étude porte sur les défaillances d'entreprises des années 1994 à 2001 du champ «I.C.S.». Ce champ couvre tous les secteurs d'activité à l'exception de l'agriculture, des services d'administration publique, de l'éducation, des services de santé et d'action sociale, des activités associatives, des services domestiques et activités extra-territoriales.

**Taux de défaillance :** rapport entre le nombre de défaillances observées l'année n et le stock d'entreprises au premier janvier de cette même année n.

**L'emploi :** l'effectif salarié retenu pour les évaluations est l'effectif salarié enregistré au moins trois mois avant la date de jugement, afin de limiter la prise en compte des licenciements engagés dans les semaines précédant la défaillance.

poids des créations récentes ainsi que la structure du tissu économique local qui influent sur le niveau du taux de défaillance.

### ■ 28 700 emplois touchés sur 5 ans

En 2001, 72% des défaillances dénombrées en Lorraine concernent de petites structures employant moins de 3 salariés. Si le taux moyen des défaillances en Lorraine est supérieur à la moyenne pour ces petites unités, il est équivalent dès lors que les entreprises ont plus de 3 salariés. Au cours de la période étudiée, le taux de défaillance a notablement baissé pour les entreprises employeuses pendant qu'il augmentait pour les entreprises non-employeuses. Ce phénomène est encore plus marqué en Lorraine qu'en France.

Entre 1997 et 2001, ce sont près de 28 700 emplois qui ont été touchés (25 400 en comptant

uniquement les emplois salariés). En 2001 uniquement, près de 4 550 salariés ont vu leur entreprise déposer le bilan en Lorraine. Il faut rajouter sans doute près de 700 non-salariés des entreprises de 0 ou 1 salarié, soit environ 5 000 emplois. La plupart d'entre eux sont situés dans l'industrie et dans de grosses entreprises : avec plus de 1 800 emplois, le secteur industriel hors agroalimentaire concentre 40% des salariés affectés par les défaillances en 2001. Les unités sont souvent de taille importante comme BATA HELLOCOURT à Moussey (plus de 800 salariés) ou ASAT à Maxéville (plus de 200 salariés).

Tous secteurs confondus, les 11 entreprises défaillantes de plus de 50 salariés en 2001 regroupent 42% des salariés (environ 1 900 au total) touchés par des défaillances d'entreprises. Cependant, les dépôts de bilan ne condamnent pas systématiquement l'ensemble des emplois. Si cinq d'entre elles ont fait l'objet d'une liquidation judiciaire consécutive à la procédure de redressement ces derniers mois, quatre autres ont été cédées totalement ou partiellement et deux poursuivent toujours leur activité, ce qui a contribué à sauver une partie des emplois (environ 25%).

■ Stéphane ZINS

### La fragilité des petites entreprises

Taux de défaillance moyen (en%) (1994-2001) selon la taille de l'entreprise	Lorraine	France
0 salarié	2,1	1,6
1 ou 2 salariés	2,6	2,2
3 à 9 salariés	2,8	2,7
10 à 49 salariés	2,5	2,6
50 salariés et plus	1,8	1,7
<b>Ensemble</b>	<b>2,5</b>	<b>2,1</b>

Source : Bodacc, Insee - SIRENE